

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 27 (1990)
Heft: 991

Artikel: Médias électroniques : faut-il abattre la SSR?
Autor: Pochon, Charles-F.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1020283>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Faut-il abattre la SSR ?

(cfr) Les médias électroniques en Suisse ont des surveillants fort attentifs qui préféreraient disposer de la concession pour mieux guider les sentiments des auditeurs et des téléspectateurs. Ils se recrutent essentiellement dans l'aile conservatrice et financièrement la mieux dotée de la population, ce qui leur fournit des moyens importants pour mener leurs campagnes. Ils accusent essentiellement les médias électroniques de manipuler l'information et de contribuer à une désinformation de tendance gauchiste.

Il y a les interventions parlementaires, dont la dernière a vu soixante conseillers nationaux de droite demander au Conseil fédéral de refuser à la SSR toute augmentation de ses moyens financiers tant qu'elle n'aura pas pris formellement l'engagement de «respecter enfin les directives de la concession et ses autres obligations»; il y a aussi les milieux favorables à une radio et une télévision plus centrée vers le maintien d'une Suisse folklorique et politiquement résignée.

Essayons de dresser un bref inventaire, incomplet, de ces organisations qui jugent la SSR partielle et infidèle à la concession.

En Suisse romande, nous indiquerons essentiellement la Fédération romande des téléspectateurs et auditeurs (FRTA), qui publie un service de presse hebdomadaire critique. Une Fédération vaudoise poursuit le même but, indépendamment, et publie son propre service de presse diffusé par le biais des Groupements patronaux vaudois. C'est ainsi qu'au sujet des crèches (*Tell Quel* du 9 février) on est positif sur la présentation, mais la rédactrice ne manque pas d'ajouter: «*Le tour d'horizon des crèches romandes était intéressant, encore qu'on n'ait pas assez souligné que cela conduisait au collectivisme.*»

Mais c'est en Suisse alémanique que les attaques sont les plus vives et il y a même des chasses aux sorcières ouvertes contre certains responsables, par exemple contre Andreas Blum, directeur à la radio alémanique. Un premier groupe, constitué il y a bien des années sous la présidence du conseiller national Walther Hofer, la Schweizerische Fern-

seh-und Radio-Vereinigung publie un bulletin mensuel *Antenne* à la fois informatif et critique. Le poids insuffisant de ce groupement a amené vingt-et-un parlementaires fédéraux à constituer en 1986 un comité pour des analyses prolongées sur les médias. Sept analyses ont été publiées jusqu'en 1988. A la suite de ces activités, un groupement a été constitué en septembre 1989 sous le titre Forum Medien kritisch. Il publie un bulletin bimensuel et s'attaque en particulier à l'autorité de plainte jugée partielle. La presse de droite et notamment le bimensuel conservateur *Schweizerzeit* font volontiers écho à ces publications.

Dans un genre très différent parce que mû par une religiosité très traditionnelle, on peut citer les informations du groupe Pro Veritate de la région d'Oltten. Il critique la télévision pour son laxisme dans la présentation de la

sexualité. On condamne l'effet satanique qui s'exprime dans les médias.

C'est à un niveau bien supérieur qu'il faut considérer les deux bulletins publiés par la Société pour le développement de l'économie suisse (SDES): *Reflets de la radio et de la télévision romande* et *Radio-und Fernsehspiegel*. Il s'agit d'un vrai travail professionnel qui se poursuit depuis de nombreuses années. Le but est apparent, veiller à l'image que les médias électroniques donnent de l'économie, rendre attentifs les lecteurs aux émissions économiques sur le point d'être diffusées et renseigner sur les faits importants touchant les médias.

Il ne faut pas se leurrer, les taux d'écoute ne sont certainement pas les seuls éléments à prendre en considération lorsqu'on juge la politique de la SSR. Les interventions politiques et des associations intéressées jouent probablement un rôle que les sociétés de radio et de télévision (SRT en Suisse romande) n'ont jamais joué, sur un terrain que la gauche n'a pas encore réellement occupé. ■

PDC

Un programme pour 1991

(cfr) Le pragmatisme helvétique s'accommode mal de programmes de législation permettant d'établir des bilans exacts, mais néanmoins toutes les formations politiques préparent un programme en prévision des élections. Celles de 1991 approchant sur le plan fédéral, le comité central du Parti démocrate-chrétien a reconstitué sa commission du programme. La présidence a passé du conseiller national zougais Joseph Iten au conseiller aux Etats fribourgeois Anton Cottier, avocat. Avec trente-quatre autres membres, dont neuf anciens, il a pour tâche la préparation du document qui sera publié en temps utiles.

La commission est constituée dans toutes les règles de l'équilibre: sept femmes, des Romands et des Italophones, des praticiens de la politique et des spécialistes.

Inutile de publier la liste des membres, vous la trouvez dans *CVP Inside* en allemand, de mars. Notons la présence

de trois professeurs de l'Université de Fribourg, de l'économiste en chef de l'UBS (est-ce la traduction exacte de «*Chefökonom*»?), de Melchior Ehrler, directeur de l'Union suisse des paysans ainsi que d'un haut fonctionnaire fédéral du Bureau de la protection de l'environnement. N'oublions pas de relever la présence du journaliste d'origine fribourgeoise Roger de Weck, membre de la rédaction du grand hebdomadaire *Die Zeit* à Hambourg. Est-il chargé de faire souffler l'air du large?

Pour la Suisse romande, le canton de Neuchâtel, où il n'y a pas de PDC, manque dans la commission. Pour les autres cantons, Genève est représenté par le président du PDC, le Jura par un juriste, le canton de Vaud par un juge fédéral alors que le Valais a trois membres et le canton de Fribourg est le mieux représenté de tous les cantons avec, au surplus, un Fribourgeois domicilié à Hambourg.

Il ne reste plus qu'à attendre le texte.